



Préavis n° 06/08.2020 – section des infrastructures

Révision du règlement communal sur l'évacuation et l'épuration des eaux

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

I. Introduction

Pour faire suite à la motion Porecca et consorts déposée en décembre 2018, la Municipalité a travaillé sur la révision du règlement communal sur la distribution de l'eau potable, ainsi que sur le règlement communal sur l'évacuation et l'épuration des eaux, objet du présent préavis.

Pour mémoire, cette motion s'appuie sur le plébiscite du contre-projet de l'initiative soutenue par l'Union Suisse des Paysans, afin de modifier l'art. 104a de la Constitution suisse, qui démontre à quel point la population suisse, et tout particulièrement vaudoise, a le souhait de privilégier une alimentation saine et de proximité.

La Commune de Saint-Prex a la chance de pouvoir compter sur la présence de plusieurs exploitations agricoles, viticoles et maraîchères sur son territoire qui produisent des aliments de qualité et de proximité, tout en offrant à la population des paysages entretenus et diversifiés.

Actuellement, une exploitation agricole qui souhaite construire des abris pour la production végétale se voit soumise aux mêmes taxes que l'industrie, le commerce et l'artisanat. Les motionnaires demandent de différencier les constructions de grandes surfaces liées à l'agriculture de celles en relation avec l'industrie, le commerce et l'artisanat.

II. Révision du règlement

La Municipalité a examiné la proposition des motionnaires et en a conclu que celle-ci n'était pas réaliste, les montants proposés ne couvrant pas les coûts effectifs d'entretien. Elle a donc choisi une variante qui consiste à:

- exonérer les serres, hangars et les halles de stockage non chauffés, de plus de 10'000 m² de surface au sol et d'un seul tenant de la taxe unique de raccordement sur les eaux usées, au lieu de Fr. 15.– par m² de surface construite.
- fixer à Fr. 10.– par m² de surface construite la taxe unique de raccordement pour les eaux claires pour les serres, les hangars et les halles de stockage non chauffés, de plus de 10'000 m² de surface au sol et d'un seul tenant, au lieu de Fr. 30.– par m² de surface construite.

Profitant de la révision de ce règlement et à la demande du département de l'environnement et de la sécurité, la Municipalité sollicite une marge de manœuvre pour pouvoir adapter les tarifs en fonction du résultat du compte affecté.

Ainsi, l'annexe du règlement fixe un montant maximum pour chaque type de taxe. Cette manière de faire permet à la Municipalité d'être plus réactive. Toutefois, la situation actuelle ne nécessite pas de changement. Les tarifs actuels continueront donc d'être appliqués, jusqu'à nouvel avis. Par transparence, la Municipalité s'engage à annoncer au Conseil communal tous changements.

S'agissant de la révision partielle d'un règlement communal et de l'introduction de montants maxima, le projet a été soumis au Département de l'environnement et de la sécurité, ainsi qu'à l'organe fédéral de surveillance des prix. Les modifications sollicitées ont été admises par ces derniers.

Ainsi, nous retranscrivons ci-dessous les propositions de modification suivantes (textes en rouge):

Règlement actuel	Projet de règlement
Art. 2 Base juridique	
La Municipalité procède à l'étude générale de l'évacuation et de l'épuration des eaux; elle dresse le plan général d'évacuation des eaux (PGEE) soumis à l'approbation du Département de la sécurité et de l'environnement (ci-après : le Département) par l'intermédiaire du Service des eaux, sols et assainissement (ci-après le SESA)	La Municipalité procède à l'étude générale de l'évacuation et de l'épuration des eaux; elle dresse le plan général d'évacuation des eaux (PGEE) soumis à l'approbation du Département de l'environnement et de la sécurité (ci-après la DES).
Art. 4, 4 ^e alinéa Evacuation des eaux	
Si les conditions hydrogéologiques le permettent, les eaux claires doivent être infiltrées dans le sous-sol après obtention d'une autorisation du Département.	Si les conditions hydrogéologiques le permettent, les eaux claires doivent être infiltrées dans le sous-sol après obtention d'une autorisation de la DGE .
Art. 4, 6 ^e alinéa Evacuation des eaux	
Si l'augmentation de débit des eaux claires due aux constructions ne peut être supportée par le cours d'eau eu égard aux rejets existants, des mesures de rétention peuvent être exigées au sein des constructions et de leurs aménagements extérieurs.	Si l'augmentation de débit des eaux claires due aux constructions ne peut être supportée par le cours d'eau eu égard aux rejets existants, des mesures de rétention peuvent être exigées au sein des constructions et de leurs aménagements extérieurs et faire l'objet d'une autorisation du Département .

Art. 5, 2 ^e alinéa Champ d'application	
Les conditions d'évacuation et de traitement des eaux en provenance de fonds non raccordables sont arrêtés par le département et par les articles 21 et 22 ci-après.	Les conditions d'évacuation et de traitement des eaux en provenance de fonds non raccordables sont arrêtés par la DGE et par les articles 21 et 22 ci-après.
Art. 7, 1 ^{er} alinéa Propriété - responsabilité	
La commune est propriétaire de l'équipement de base et général (art. 6 lettres a et b), ainsi que d'une partie de l'équipement de raccordement (art. 6 lettre c), le solde de l'équipement de raccordement appartient au propriétaire; le PGEE, ainsi que les inscriptions au Registre foncier servent de base pour déterminer la propriété de l'équipement de raccordement; chacun pourvoit, sous la surveillance de la Municipalité, à leur construction, à leur entretien et à leur fonctionnement.	La commune est propriétaire de l'équipement de base et général (art. 6 lettres a et b), ainsi que d'une partie de l'équipement de raccordement (art. 6 lettre c), le solde de l'équipement de raccordement appartient au propriétaire; le PGEE, ainsi que les inscriptions au Registre foncier servent de base pour déterminer la propriété de l'équipement de raccordement; chacun pourvoit, sous la surveillance de la Municipalité, à leur construction, à leur entretien et à leur fonctionnement.
Art. 7, 4 ^e alinéa	
Nouveau	Les propriétaires sont tenus de contribuer aux frais de raccordement engagés par la commune. Leur participation financière est réglée par les lois spéciales, le PGEE en vigueur ou par convention. La commune peut reporter sur les propriétaires l'obligation de réaliser l'équipement de raccordement selon les plans approuvés.
Art. 18, 4 ^e alinéa Demande d'autorisation	
A la fin du travail et avant le remblayage de la fouille, il est tenu d'aviser la Municipalité afin qu'elle puisse procéder aux constations de la bien facture des travaux et en particulier de la parfaite séparation des eaux; si le propriétaire ne respecte pas cette condition, la fouille est ouverte une nouvelle fois, à ses frais.	A la fin du travail et avant le remblayage de la fouille, le propriétaire est tenu d'aviser la Municipalité afin qu'elle puisse procéder aux constations de la bien facture des travaux et en particulier de la parfaite séparation des eaux; s'il ne respecte pas cette condition, la fouille est ouverte une nouvelle fois, à ses frais.

Art. 19 Eaux artisanales ou industrielles	
Les entreprises artisanales ou industrielles doivent solliciter du Département l'octroi d'une autorisation spéciale pour déverser leurs eaux usées dans la canalisation publique, que le bâtiment soit ou non déjà raccordé à l'équipement public.	Les entreprises artisanales ou industrielles doivent solliciter de la DGE l'octroi d'une autorisation spéciale pour déverser leurs eaux usées dans la canalisation publique, que le bâtiment soit ou non déjà raccordé à l'équipement public.
Les entreprises transmettront au SESA, par l'intermédiaire de la Municipalité, le projet des ouvrages de prétraitement pour approbation.	Les entreprises transmettront à la DGE , par l'intermédiaire de la Municipalité, le projet des ouvrages de prétraitement pour approbation.
Art- 21, 1 ^{er} alinéa Epuration des eaux hors du périmètre du réseau d'égout	
Lorsque la Municipalité estime qu'une construction, génératrice d'eaux usées, est située hors du périmètre du réseau d'égout, donc non raccordable à la station d'épuration centrale, elle transmet au SESA une demande pour l'assainissement des eaux usées de cette construction.	Lorsque la Municipalité estime qu'une construction, génératrice d'eaux usées, est située hors du périmètre du réseau d'égout, donc non raccordable à la station d'épuration centrale, elle transmet à la DGE une demande pour l'assainissement des eaux usées de cette construction.
Art. 22, 1 ^{er} alinéa Obtention de l'autorisation cantonale pour une épuration individuelle	
Lorsque, selon l'art. 21, le SESA reçoit une demande, celui-ci vérifie tout d'abord que la construction concernée se situe hors du périmètre du réseau d'égouts. Le cas échéant, cette instance détermine la marche à suivre en vue de l'obtention de l'autorisation cantonale requise pour la réalisation et l'exploitation d'une installation d'épuration.	Lorsque, selon l'art. 21, la DGE reçoit une demande, celle-ci vérifie tout d'abord que la construction concernée se situe hors du périmètre du réseau d'égouts. Le cas échéant, cette instance détermine la marche à suivre en vue de l'obtention de l'autorisation cantonale requise pour la réalisation et l'exploitation d'une installation d'épuration.
Art. 24 Octroi du permis de construire	
La Municipalité ne peut délivrer de permis de construire, dans les cas prévus aux articles 21 et 22, avant l'octroi de l'autorisation du Département.	La Municipalité ne peut délivrer de permis de construire, dans les cas prévus aux articles 21 et 22, avant l'octroi de l'autorisation de la DGE .
Art. 29, 1 ^{er} alinéa Prétraitement	
Les propriétaires de bâtiments dont les eaux usées ne peuvent, en raison de leur qualité, être dirigées sans autre vers les installations collectives d'épuration, sont tenus de construire, à leurs frais, une installation de	Les propriétaires de bâtiments dont les eaux usées ne peuvent, en raison de leur qualité, être dirigées sans autre vers les installations collectives d'épuration, sont tenus de construire, à leurs frais, une installation de

prétraitement conforme aux prescriptions du SESA.	prétraitement conforme aux prescriptions de la DGE.
Art. 30, 1 ^{er} alinéa Artisanat et industrie	
Les caractéristiques physiques, chimiques et biologiques des eaux résiduaires provenant d'exploitations artisanales ou industrielles doivent correspondre en tout temps aux exigences de l'Ordonnance fédérale sur la protection des eaux du 28 octobre 1998, ainsi qu'aux prescriptions particulières du SESA.	Les caractéristiques physiques, chimiques et biologiques des eaux résiduaires provenant d'exploitations artisanales ou industrielles doivent correspondre en tout temps aux exigences de l'Ordonnance fédérale sur la protection des eaux du 28 octobre 1998 , ainsi qu'aux prescriptions particulières de la DGE.
Art. 30, 3 ^e et 4 ^e alinéas Artisanat et industrie	
<p>La Municipalité ou le Département peut requérir, aux frais du propriétaire, la construction d'installations spéciales de rétention, d'épuration ou de désinfection des eaux usées provenant de bâtiments évacuant au collecteur public des eaux usées susceptibles de représenter des inconvénients ou des dangers pour l'hygiène ou la santé publique.</p> <p>Toute modification de programme ou de procédé de fabrication ayant une incidence sur les caractéristiques (quantité ou qualité) des eaux résiduaires déversées, est annoncée au Département et à la Municipalité qui font procéder, le cas échéant, à des analyses aux frais de l'exploitant. Le Département (SESA) prescrit les mesures éventuelles à prendre.</p>	<p>La Municipalité ou la DGE peut requérir, aux frais du propriétaire, la construction d'installations spéciales de rétention, d'épuration ou de désinfection des eaux usées provenant de bâtiments évacuant au collecteur public des eaux usées susceptibles de représenter des inconvénients ou des dangers pour l'hygiène ou la santé publique.</p> <p>Toute modification de programme ou de procédé de fabrication ayant une incidence sur les caractéristiques (quantité ou qualité) des eaux résiduaires déversées, est annoncée à la DGE et à la Municipalité qui font procéder, le cas échéant, à des analyses aux frais de l'exploitant. La DGE prescrit les mesures éventuelles à prendre.</p>
Art. 31 Plan des travaux exécutés (artisanat et industrie)	
Un exemplaire des plans des travaux exécutés est remis par le propriétaire à la Municipalité et au Département (SESA). Les différents réseaux d'eaux claires, usées ménagères, sanitaires, artisanales ou industrielles, doivent figurer sur ces plans ainsi que les installations de prétraitement avec leur évacuation. Un mémoire technique précisant la nature et la fonction de ces installations doit y être joint.	Un exemplaire des plans des travaux exécutés est remis par le propriétaire à la Municipalité et à la DGE. Les différents réseaux d'eaux claires, usées ménagères, sanitaires, artisanales ou industrielles, doivent figurer sur ces plans ainsi que les installations de prétraitement avec leur évacuation. Un mémoire technique précisant la nature et la fonction de ces installations doit y être joint.

Art. 32 Contrôle des rejets (artisanat et industrie)	
Le Département (SESA) ou la Municipalité peuvent en tout temps faire analyser et jauger les rejets aux frais de l'exploitant. Sur demande, l'exploitant peut être tenu de présenter une fois par an, un rapport de conformité aux lois et ordonnances fédérales et cantonales applicables en matière de rejets.	La DGE ou la Municipalité peuvent en tout temps faire analyser et jauger les rejets aux frais de l'exploitant. Sur demande, l'exploitant peut être tenu de présenter une fois par an, un rapport de conformité aux lois et ordonnances fédérales et cantonales applicables en matière de rejets.
Art. 33 Cuisines collectives et restaurants	
Les eaux résiduaires des cuisines collectives (établissements publics ou privés, hospitaliers, entreprises et restaurants) doivent être prétraitées par un séparateur de graisses, conformément aux prescriptions du Département (SESA) Les articles 19 et 29 sont applicables.	Les eaux résiduaires des cuisines collectives (établissements publics ou privés, hospitaliers, entreprises et restaurants) doivent être prétraitées par un séparateur de graisses, conformément aux prescriptions de la DGE. Les articles 19 et 29 sont applicables.
Art. 34 Ateliers de réparations de véhicules, carrosseries, places de lavage	
Les eaux résiduaires des ateliers de réparations de véhicules, des carrosseries et des places de lavage doivent être traitées conformément aux prescriptions du Département (SESA). Les articles 19 et 29 sont applicables.	Les eaux résiduaires des ateliers de réparations de véhicules, des carrosseries et des places de lavage doivent être traitées conformément aux prescriptions de la DGE. Les articles 19 et 29 sont applicables.
Art. 35, 1 ^{er} alinéa Garages privés	
L'évacuation des eaux des garages collectifs doit être conforme aux normes des associations professionnelles (SN 592 000 Evacuation des eaux des biens-fonds) et aux prescriptions du Département (SESA).	L'évacuation des eaux des garages collectifs doit être conforme aux normes des associations professionnelles (SN 592 000 Evacuation des eaux des biens-fonds) et aux prescriptions de la DGE.
Art. 36, 2 ^e alinéa Piscines	
L'installation éventuelle d'un dispositif électrolytique (Cuivre / Argent) de traitement des eaux de piscine, à usage familial, est soumise à l'adjonction d'un prétraitement pour les eaux résiduaires issues du lavage des filtres. Pour ce type de dispositif, un contrat d'entretien est exigé et une copie sera adressée au Service des eaux,	L'installation éventuelle d'un dispositif électrolytique (Cuivre / Argent) de traitement des eaux de piscine, à usage familial, est soumise à l'adjonction d'un prétraitement pour les eaux résiduaires issues du lavage des filtres. Pour ce type de dispositif, un contrat d'entretien est exigé et une copie sera adressée à la DGE, division de l'assainissement.

sols et assainissement, section assainissement industriel.	
Art. 37, 4 ^e alinéa Contrôle et vidange	
La Municipalité signale au Département les cas de construction ou de dysfonctionnement graves des installations et ordonne les mesures propres à remédier à ces défauts.	La Municipalité signale à la DGE les cas de construction ou de dysfonctionnement graves des installations et ordonne les mesures propres à remédier à ces défauts.
Art. 51, alinéa 2 Exécution forcée	
Ces frais font l'objet d'un recouvrement auprès du responsable; la Municipalité fixe dans chaque cas le montant à percevoir et le communique au responsable, avec indication des voies de recours. La décision est susceptible de recours auprès du Tribunal Cantonal, Cour de droit administratif et public (CDAP), conformément à la Loi sur la juridiction et la procédure administrative.	Ces frais font l'objet d'un recouvrement auprès du responsable; la Municipalité fixe dans chaque cas le montant à percevoir et le communique au responsable, avec indication des voies de recours. La décision est susceptible de recours auprès du Tribunal Cantonal, Cour de droit administratif et public (CDAP), conformément à la Loi sur la juridiction et la procédure administrative.
Art. 52, 1 ^{er} alinéa Hypothèque légale	
Le paiement des taxes, ainsi que le recouvrement des frais de mesures exécutées d'office en application de l'article 51, sont garantis par une hypothèque légale privilégiée, conformément à l'article 74 de la loi sur la protection des eaux contre la pollution et aux articles 188 à 190 de la Loi d'introduction du Code civil suisse dans le Canton de Vaud.	Le paiement des taxes, ainsi que le recouvrement des frais de mesures exécutées d'office en application de l'article 51, sont garantis par une hypothèque légale privilégiée, conformément à l'article 74 de la loi sur la protection des eaux contre la pollution et aux articles 188 à 190 de la Loi d'introduction du Code civil suisse dans le Canton de Vaud.
Art. 54, al. 2 Infractions	
La poursuite et le recours s'exercent conformément à la Loi sur les sentences municipales amendes	La poursuite et le recours s'exercent conformément à la Loi sur les contraventions.
Art. 56	
Le présent règlement abroge le règlement communal sur l'évacuation et l'épuration des eaux du 30 octobre 1992 et son annexe du 19 août 2002.	Le présent règlement abroge le règlement communal sur l'évacuation et l'épuration des eaux et son annexe du 1^{er} mai 2013.

Art. 57	
Le présent règlement et son annexe entre en vigueur au 1 ^{er} janvier suivant l'approbation par la Cheffe du Département.	La Municipalité fixe la date d'entrée en vigueur du présent règlement après adoption par le Conseil communal et approbation par la Cheffe du Département de l'environnement et de la sécurité. L'art. 94, al. 2 de la loi sur les communes est réservé.

III. Révision de l'annexe du règlement

Concernant l'annexe au règlement sur l'évacuation et l'épuration des eaux, nous vous proposons les modifications suivantes (en rouge):

Taxe unique de raccordement eaux usées EU	
Fr. 15.– par m ² de surface brute de plancher (SBP). La surface brute de plancher est déterminée dans chaque cas par la Municipalité selon la recommandation SIA n° 416, sous déduction des combles non habitables et de la part du sous-sol affectée à l'abri de protection civile.	Fr. 25.– au maximum par m ² de surface brute de plancher (SBP). La surface brute de plancher est déterminée dans chaque cas par la Municipalité selon la recommandation SIA n° 416, sous déduction des combles non habitables et de la part du sous-sol affectée à l'abri de protection civile. Aucune taxe unique de raccordement EU n'est perçue pour les serres, les hangars et les halles de stockage non chauffés, de plus de 10'000 m ² de surface au sol et d'un seul tenant.
Taxe unique de raccordement eaux claires EC	
Fr. 30.– par m ² de surface construite. Ces dispositions sont également applicables aux surfaces industrielles, artisanales et commerciales.	Fr. 40.– au maximum par m ² de surface construite. Ces dispositions sont applicables aux surfaces industrielles, artisanales et commerciales. Pour les serres, les hangars et les halles de stockage non chauffés, de plus de 10'000 m ² de surface au sol et d'un seul tenant, la taxe de raccordement est de Fr. 10.– au maximum par m ² de surface construite. La taxation est effectuée pour chaque demande de construire. Les surfaces ne peuvent être cumulées avec celles des constructions existantes.
Taxe annuelle d'entretien des collecteurs EU	
Fr. 0.70 par m ³ d'eau potable consommée, selon relevé du compteur. L'eau consommée, via le sous-compteur et	Fr. 1.50 au maximum par m ³ d'eau potable consommée, selon relevé du compteur. L'eau consommée, via le sous-compteur et

n'aboutissant pas aux collecteurs ou installations collectives d'épuration, n'est pas prise en compte. Pour un bâtiment alimenté totalement ou partiellement par des eaux de sources privées, la Municipalité estime le nombre de m ³ à prendre en compte pour le calcul de la taxe, en fonction du type d'activité accompli dans le bâtiment.	n'aboutissant pas aux collecteurs ou installations collectives d'épuration, n'est pas prise en compte. Pour un bâtiment alimenté totalement ou partiellement par des eaux de sources privées, la Municipalité estime le nombre de m ³ à prendre en compte pour le calcul de la taxe, en fonction du type d'activité accompli dans le bâtiment.
Taxe annuelle d'entretien des collecteurs EC	
Fr. 0.70 par m ² de surface construite au sol du bâtiment, telle qu'inscrite au Registre foncier.	Fr. 1.50 au maximum par m ² de surface construite au sol du bâtiment, telle qu'inscrite au Registre foncier.
Taxe annuelle d'épuration	
Fr. 0.70 par m ³ d'eau potable consommée, selon le relevé du compteur. L'eau consommée, via le sous-compteur et n'aboutissant pas aux collecteurs ou installations collectives d'épuration, n'est pas prise en compte. Pour un bâtiment alimenté totalement ou partiellement par des eaux de sources privées, la Municipalité estime le nombre de m ³ à prendre en compte pour le calcul de la taxe, en fonction du type d'activité accompli dans le bâtiment.	Fr. 1.50 au maximum par m ³ d'eau potable consommée, selon le relevé du compteur. L'eau consommée, via le sous-compteur et n'aboutissant pas aux collecteurs ou installations collectives d'épuration, n'est pas prise en compte. Pour un bâtiment alimenté totalement ou partiellement par des eaux de sources privées, la Municipalité estime le nombre de m ³ à prendre en compte pour le calcul de la taxe, en fonction du type d'activité accompli dans le bâtiment.
Taxe annuelle spéciale	
Au maximum Fr. 30.– par équivalent-habitant.	Fr. 40.– au maximum par équivalent-habitant.

IV. Tarifs

Les montants figurant dans l'annexe sont des maximums. La Municipalité n'envisage pas, à l'heure actuelle, de les modifier. Le tarif est joint, pour information uniquement, la détermination du montant étant de compétence municipale.

V. Incidences financières

La nouveauté consiste en l'introduction d'un tarif spécifique pour les serres, les hangars et les halles de stockage non chauffés, de plus de 10'000 m² de surface au sol et d'un seul tenant. De ce fait, les incidences financières de ce nouveau règlement seront ponctuelles.

VI. Impact sur l'environnement

Néant.

VII. Conclusions

En conclusion et vu ce qui précède, nous vous proposons, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

- vu le présent préavis municipal
- entendu le rapport de la des commission des finances chargée de l'étudier
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

DÉCIDE

1. d'approuver la révision du règlement communal sur l'évacuation et l'épuration des eaux;
2. d'approuver l'annexe fixant le montant maximal des taxes;
3. d'admettre que ces documents entreront en vigueur dès leur approbation par le Département de l'environnement et de la sécurité.

Approuvé par la Municipalité dans sa séance du 20 juillet 2020

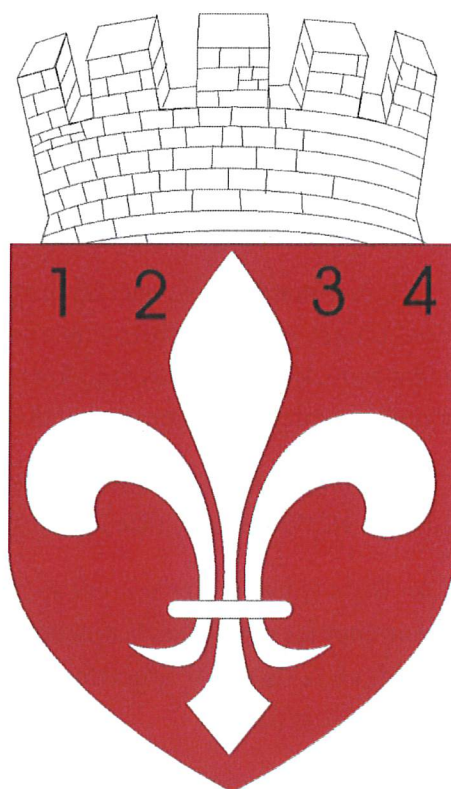
Au nom de la Municipalité

 Le Syndic D. Mosini		 La Secrétaire A. Guyomard
---	---	---

Déléguées municipales: M^{mes} Carine Tinguely et Véronique Savioz, municipales

Annexe: règlement communal sur l'évacuation et l'épuration des eaux et son annexe

Préavis déposé devant le Conseil communal en séance du 26 août 2020.



COMMUNE DE SAINT-PREX

RÈGLEMENT COMMUNAL SUR L'ÉVACUATION ET L'ÉPURATION DES EAUX

I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

<i>Objet – bases légales</i>	<p>Article premier - Le présent règlement a pour objet l'évacuation et l'épuration des eaux sur le territoire communal.</p> <p>Il est édicté en exécution des prescriptions fédérales et cantonales en matière de protection des eaux, dont l'application est réservée.</p>
<i>Base juridique</i>	<p>Art. 2.- La Municipalité procède à l'étude générale de l'évacuation et de l'épuration des eaux; elle dresse le plan général d'évacuation des eaux (PGEE) soumis à l'approbation du Département de l'environnement et de la sécurité (ci-après la DGE).</p>
<i>Périmètre du réseau d'égouts</i>	<p>Art. 3.- Le périmètre du réseau d'égouts comprend l'ensemble des fonds (bâti ou non) classés en zone constructible selon le plan d'affectation et, en dehors de cette zone, les fonds bâtis dont le raccordement au réseau public peut être raisonnablement exigé compte tenu du coût et de la faisabilité.</p> <p>Les fonds compris dans le périmètre ainsi défini sont dits «raccordables» par opposition aux fonds «non raccordables» sis à l'extérieur dudit périmètre.</p>
<i>Evacuation des eaux</i>	<p>Art. 4.- Dans le périmètre du réseau d'égouts, les eaux polluées, de nature à contaminer les eaux dans lesquelles elles seraient déversées, doivent être raccordées à la station d'épuration centrale. Elles sont dénommées ci-après «eaux usées» (EU).</p> <p>Les autres eaux, non polluées, ne doivent pas parvenir à la station d'épuration centrale. Elles sont appelées ci-après «eaux claires» (EC).</p> <p>Sont notamment considérées comme eaux claires:</p> <ul style="list-style-type: none">• les eaux de fontaines;• les eaux de refroidissement et de pompes à chaleur;• les eaux de drainage;• les trop-pleins de réservoirs;• les eaux pluviales en provenance de surfaces rendues imperméables, telles que toitures, terrasses, chemins, cours, etc. <p>Si les conditions hydrogéologiques le permettent, les eaux claires doivent être infiltrées dans le sous-sol après obtention d'une autorisation de la DGE.</p> <p>Si les conditions locales ne permettent pas l'infiltration, ces eaux peuvent être évacuées dans les eaux superficielles, via les équipements publics ou privés.</p> <p>Si l'augmentation de débit des eaux claires due aux constructions ne peut être supportée par le cours d'eau eu égard aux rejets existants, des mesures de rétention peuvent être exigées au sein des constructions et de leurs aménagements extérieurs et faire l'objet d'une autorisation du Département.</p>

Champ d'application **Art. 5.-** Le présent règlement s'applique aux propriétaires, usufruitiers ou superficiaires de fonds raccordables.

Les conditions d'évacuation et de traitement des eaux en provenance de fonds non raccordables sont arrêtés par la DGE et par les articles 21 et 22 ci-après.

II. EQUIPEMENT PUBLIC

Définition **Art. 6.-** L'équipement public comprend l'ensemble des installations nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux provenant des fonds raccordables.

Il est constitué (cf. schéma annexé):

- a) d'un **équipement de base** comprenant la station centrale d'épuration et ses ouvrages annexes ainsi que les collecteurs de transport, en principe hors zone constructible;
- b) d'un **équipement général** comprenant les collecteurs de concentration et leurs ouvrages annexes, en principe en zone constructible;
- c) d'un **équipement de raccordement** comprenant les collecteurs destinés à relier les divers biens-fonds à l'équipement général.

*Propriété -
Responsabilité*

Art. 7.- La commune est propriétaire de l'équipement de base et général (art. 6 lettres a et b), ainsi que d'une partie de l'équipement de raccordement (art. 6 lettre c), le solde de l'équipement de raccordement appartient au propriétaire; les inscriptions au Registre foncier servent de base pour déterminer la propriété de l'équipement de raccordement; chacun pourvoit, sous la surveillance de la Municipalité, à leur construction, à leur entretien et à leur fonctionnement.

Dans les limites du Code des obligations, la commune est responsable des ouvrages qui lui appartiennent.

La Municipalité détermine de cas en cas si l'équipement de raccordement est privé ou public.

Les propriétaires sont tenus de contribuer aux frais de raccordement engagés par la commune. Leur participation financière est réglée par les lois spéciales, le PGEE en vigueur ou par convention. La commune peut reporter sur les propriétaires l'obligation de réaliser l'équipement de raccordement selon les plans approuvés.

*Réalisation de
l'équipement public*

Art. 8.- La réalisation de l'équipement public est opérée conformément au PGEE; elle fait l'objet de plans soumis à enquête publique, qui font

notamment distinction des ouvrages faisant partie de l'équipement de base, de l'équipement général et de l'équipement de raccordement.

L'équipement public est construit, selon les besoins, en une ou plusieurs étapes.

Droit de passage

Art. 9.- La commune acquiert à ses frais les droits de passage ou autres servitudes nécessaires à l'aménagement et l'entretien des installations publiques.

III. EQUIPEMENT PRIVE

Définition

Art. 10.- L'équipement privé est constitué de l'ensemble des canalisations et installations reliant un bien-fonds à l'équipement public (cf. schéma annexé).

Le cas échéant, les installations de prétraitement et de relevage font également partie de l'équipement privé.

*Propriété -
Responsabilité*

Art. 11.- L'équipement privé appartient au propriétaire; ce dernier en assure à ses frais la construction, l'entretien et le fonctionnement.

Dans les limites du Code des obligations, le propriétaire est responsable des ouvrages qui lui appartiennent.

Droit de passage

Art. 12.- Le propriétaire dont l'équipement privé doit emprunter le fonds d'un tiers acquiert à ses frais les droits de passage ou autres servitudes nécessaires à son aménagement et à son entretien.

Lorsque la construction ou l'entretien d'un équipement privé nécessite des travaux de fouille sur le domaine public, le propriétaire doit préalablement obtenir l'autorisation du Service cantonal ou communal compétent.

*Prescriptions de
construction*

Art. 13.- Les équipements privés sont construits en respectant les normes professionnelles et les prescriptions techniques du présent règlement (chapitre V ci-après), par un entrepreneur qualifié choisi par le propriétaire.

*Obligation de
raccorder ou d'infiltrer*

Art. 14.- Le propriétaire d'un bâtiment compris dans le périmètre du réseau d'égouts est tenu de conduire ses eaux usées au point de raccordement fixé par la Municipalité.

Les eaux claires devront être infiltrées par l'intermédiaire d'une installation adéquate, après obtention des autorisations nécessaires. Si les conditions locales ne permettent pas l'infiltration, elles seront conduites au point de raccordement fixé par la Municipalité, si nécessaire après rétention.

Contrôle municipal

Art. 15.- La Municipalité fixe pour le surplus les délais et autres modalités de raccordement à l'équipement public; elle procède au contrôle des

installations avant le remblayage des fouilles et peut exiger, à la charge du propriétaire, des essais d'étanchéité.

La Municipalité peut accéder en tout temps aux équipements privés pour vérification. En cas de défectuosité dûment constatée, elle en ordonne la réparation ou, au besoin, la suppression.

Reprise

Art. 16.- Si des ouvrages faisant partie de l'équipement privé font ultérieurement fonction d'équipement public, la commune procède à leur reprise, en cas de désaccord, pour un prix fixé à dire d'expert.

Adaptation du système d'évacuation

Art. 17.- Lors de l'entrée en vigueur du présent règlement, les propriétaires d'équipements privés évacuant de manière non différenciée leurs eaux usées et leurs eaux claires, sont tenus de réaliser à leur frais, des évacuations conformes à l'article 4; le cas échéant, dans un délai fixé par la Municipalité.

IV. PROCÉDURE D'AUTORISATION

Demande d'autorisation

Art. 18.- Aucun travail ne peut être commencé sans l'autorisation de la Municipalité. Avant de construire son équipement privé et de le raccorder à un collecteur public, le propriétaire présente à la Municipalité une demande écrite d'autorisation, signée par lui ou par son représentant.

Cette demande doit être accompagnée d'un plan de situation au format A4 au minimum, extrait du plan cadastral et indiquant le diamètre intérieur, la pente, la nature et le tracé des canalisations, ainsi que l'emplacement et la nature des ouvrages spéciaux (grilles, fosses, ouvrages d'infiltration, de rétention, chambres de visite, séparateurs, stations de pompage, etc.). Le propriétaire doit aviser la Municipalité de la mise en chantier.

La Municipalité vérifie l'adéquation du mode d'évacuation, sur la base du PGEE. Elle peut exiger un essai d'infiltration.

A la fin du travail et avant le remblayage de la fouille, le propriétaire est tenu d'aviser la Municipalité, afin qu'elle puisse procéder aux constatations de la bien facture des travaux et en particulier de la parfaite séparation des eaux; s'il ne respecte pas cette condition, la fouille est ouverte une nouvelle fois, à ses frais.

Un exemplaire du plan d'exécution avec toutes les indications mentionnées ci-dessus, mis à jour et comportant les cotes de repérages, est remis par le propriétaire à la Municipalité après l'exécution des travaux et ceci avant la délivrance du permis d'habiter.

Eaux artisanales ou industrielles

Art. 19.- Les entreprises artisanales ou industrielles doivent solliciter de la DGE l'octroi d'une autorisation spéciale pour déverser leurs eaux usées dans

la canalisation publique, que le bâtiment soit ou non déjà raccordé à l'équipement public.

Les entreprises transmettront à la DGE, par l'intermédiaire de la Municipalité, le projet des ouvrages de prétraitement pour approbation.

*Transformation ou
agrandissement*

Art. 20.- En cas de transformation ou d'agrandissement d'immeubles, d'entreprises industrielles, de modification du système d'évacuation des eaux usées ou de la nature de celles-ci, les intéressés doivent se conformer à la procédure des articles 18 et 19.

*Epuration des eaux
hors du périmètre du
réseau d'égout*

Art. 21.- Lorsque la Municipalité estime qu'une construction, génératrice d'eaux usées, est située hors du périmètre du réseau d'égout, donc non raccordable à la station d'épuration centrale, elle transmet à la DGE une demande pour l'assainissement des eaux usées de cette construction.

Le dossier de demande comporte un plan cadastral de la construction avec les coordonnées géographiques, un extrait de la carte nationale au 1:25'000 localisant la construction et les cours d'eaux voisins, avec les canalisations y aboutissant, ainsi qu'une description du système d'épuration et de l'exutoire existants. Il sera également précisé l'importance des eaux usées (résidence principale, résidence secondaire, nombre de pièces habitables, nombre d'habitants).

Si des transformations ou un agrandissement sont envisagés, les indications fournies porteront également sur l'état après la réalisation des travaux. Dans un tel cas, ou lorsqu'une nouvelle construction est projetée, la Municipalité prendra préalablement contact avec la Direction générale du territoire et du logement, afin de définir la procédure à suivre.

*Obtention de
l'autorisation
cantonale pour une
épuration individuelle*

Art. 22.- Lorsque, selon l'art. 21, la DGE reçoit une demande, celle-ci vérifie tout d'abord que la construction concernée se situe hors du périmètre du réseau d'égouts. Le cas échéant, cette instance détermine la marche à suivre en vue de l'obtention de l'autorisation cantonale requise pour la réalisation et l'exploitation d'une installation d'épuration.

L'étude, la réalisation et l'exploitation des installations d'épuration, situées hors du périmètre du réseau d'égouts, sont à la charge du propriétaire.

Eaux claires

Art. 23.- Les eaux claires ne doivent pas être traitées par les installations d'épuration des eaux usées. Elles doivent être évacuées selon les dispositions de l'article 4.

Les eaux usées traitées ne doivent pas être évacuées dans le sous-sol par un ouvrage servant également à l'évacuation des eaux claires.

Octroi du permis de construire

Art. 24.- La Municipalité ne peut délivrer de permis de construire, dans les cas prévus aux articles 21 et 22, avant l'octroi de l'autorisation de la DGE.

V. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES*Construction*

Art. 25.- Pour tenir compte du gel et des charges dues au trafic, les canalisations se trouvant à l'extérieur des bâtiments sont posées à un mètre de profondeur au moins, faute de quoi toutes les précautions techniques sont prises pour assurer leur fonctionnement et leur stabilité. Les canalisations d'eaux usées doivent être placées à une profondeur plus grande que celles des conduites du réseau d'eau potable pour empêcher une pollution éventuelle de ces dernières.

Conditions techniques

Art. 26.- Pour les eaux usées, les canalisations sont réalisées en un matériau répondant aux normes d'étanchéité en vigueur.

Pour les eaux claires, le choix du matériau se fait en fonction des conditions locales.

Le diamètre minimum est de 15 cm pour les eaux usées et de 15 cm pour les eaux claires.

La Municipalité fixe les conditions techniques de raccordement.

Des chambres de visite de 80 cm de diamètre au minimum sont créées en tête de l'équipement privé. Des chambres de visite communes, eaux claires et eaux usées, même avec séparation intérieure, ne sont pas autorisées.

Raccordement

Art. 27.- Le raccordement de l'équipement privé doit s'effectuer sur les collecteurs publics dans les chambres de visite de 80 cm de diamètre au minimum, existantes ou à créer, ou par pièces spéciales posées sur le collecteur public.

Le raccordement doit s'effectuer par-dessus le collecteur public et y déboucher dans le sens de l'écoulement. L'article 18 demeure réservé.

Eaux pluviales

Art. 28.- En limite des voies publiques ou privées, les eaux de surfaces doivent être récoltées et infiltrées, voire conduites aux canalisations privées ou publiques d'eaux claires, selon les modalités, et à un emplacement approuvé par la Municipalité.

Les raccordements privés amenant directement ou indirectement les eaux de surface au collecteur public doivent être munis d'un sac-dépotoir avec grille, d'un type admis par la Municipalité.

Prétraitement

Art. 29.- Les propriétaires de bâtiments dont les eaux usées ne peuvent, en raison de leur qualité, être dirigées sans autre vers les installations

collectives d'épuration, sont tenus de construire, à leurs frais, une installation de prétraitement conforme aux prescriptions de la DGE.

En cas de transformation ou d'agrandissement ultérieur du bâtiment, celle-ci est adaptée le cas échéant aux caractéristiques nouvelles du bâtiment et à l'évolution de la technique.

Artisanat et industrie

Art. 30.- Les caractéristiques physiques, chimiques et biologiques des eaux résiduelles provenant d'exploitations artisanales ou industrielles doivent correspondre en tout temps aux exigences de l'Ordonnance fédérale sur la protection des eaux, ainsi qu'aux prescriptions particulières de la DGE.

Les eaux usées dont la qualité, la quantité ou la nature sont susceptibles de perturber le fonctionnement des installations d'évacuation et d'épuration sont soumises à un traitement approprié avant leur introduction dans le collecteur public.

La Municipalité ou la DGE peut requérir, aux frais du propriétaire, la construction d'installations spéciales de rétention, d'épuration ou de désinfection des eaux usées provenant de bâtiments évacuant au collecteur public des eaux usées susceptibles de représenter des inconvénients ou des dangers pour l'hygiène ou la santé publique.

Toute modification de programme ou de procédé de fabrication ayant une incidence sur les caractéristiques (quantité ou qualité) des eaux résiduelles déversées, est annoncée à la DGE et à la Municipalité qui font procéder, le cas échéant, à des analyses aux frais de l'exploitant. La DGE prescrit les mesures éventuelles à prendre.

*Plan des travaux
exécutés (artisanat et
industrie)*

Art. 31.- Un exemplaire des plans des travaux exécutés est remis par le propriétaire à la Municipalité et à la DGE. Les différents réseaux d'eaux claires, usées ménagères, sanitaires, artisanales ou industrielles, doivent figurer sur ces plans ainsi que les installations de prétraitement avec leur évacuation. Un mémoire technique précisant la nature et la fonction de ces installations doit y être joint.

*Contrôle des rejets
(artisanat et industrie)*

Art. 32.- La DGE ou la Municipalité peut en tout temps faire analyser et jauger les rejets aux frais de l'exploitant. Sur demande, l'exploitant peut être tenu de présenter une fois par an, un rapport de conformité aux lois et ordonnances fédérales et cantonales applicables en matière de rejets.

*Cuisines collectives et
restaurants*

Art. 33.- Les eaux résiduelles des cuisines collectives (établissements publics ou privés, hospitaliers, entreprises et restaurants) doivent être prétraitées par un séparateur de graisses, conformément aux prescriptions de la DGE. Les articles 19 et 29 sont applicables.

Ateliers de réparations des véhicules, carrosseries, places de lavage

Art. 34.- Les eaux résiduaires des ateliers de réparations de véhicules, des carrosseries et des places de lavage doivent être traitées conformément aux prescriptions de la DGE. Les articles 19 et 29 sont applicables.

Garages privés

Art. 35.- L'évacuation des eaux des garages collectifs doit être conforme aux normes des associations professionnelles (SN 592 000 Evacuation des eaux des biens-fonds) et aux prescriptions de la DGE.

Pour les garages individuels ou familiaux, deux cas sont en principe à considérer:

- a) l'intérieur du garage est dépourvu de grille d'écoulement: le radier doit être étanche et faire rétention en cas d'écoulement accidentel d'hydrocarbures. Les eaux de pluie récoltées par la grille extérieure doivent être infiltrées ou déversées dans le collecteur public des eaux claires.
- b) l'intérieur du garage dispose d'une grille d'écoulement: les eaux résiduaires récoltées par la grille doivent être déversées dans le collecteur public des eaux usées, conformément aux directives de la Municipalité.

S'il n'est pas possible d'exclure un risque d'écoulement depuis l'intérieur du garage dans une grille extérieure d'eaux claires, des mesures seront prises pour retenir une fuite accidentelle d'hydrocarbures, par exemple à l'aide d'un dépotoir muni d'un coude plongeant.

Piscines

Art. 36.- La vidange d'une piscine s'effectue, après arrêt de la chloration pendant 48 heures au moins, dans un collecteur d'eaux claires. Les eaux de lavage des filtres et de nettoyage de la piscine, avec des produits chimiques, sont conduites dans un collecteur d'eaux usées.

L'installation éventuelle d'un dispositif électrolytique (Cuivre / Argent) de traitement des eaux de piscine, à usage familial, est soumise à l'adjonction d'un prétraitement pour les eaux résiduaires issues du lavage des filtres. Pour ce type de dispositif, un contrat d'entretien est exigé et une copie sera adressée à la DGE, division de l'assainissement.

Contrôle et vidange

Art. 37.- La Municipalité contrôle la construction des installations particulières d'épuration des eaux usées ménagères, tient à jour un répertoire et contrôle que leurs détenteurs soient au bénéfice d'un contrat de vidange avec une entreprise spécialisée.

La Municipalité contrôle également la construction et le bon fonctionnement des installations privées de relevage des eaux usées, qu'elle peut soumettre à l'obligation d'un contrat d'entretien.

La Municipalité contrôle la construction des séparateurs d'hydrocarbures et des séparateurs de graisses. Elle détermine la fréquence des vidanges en collaboration avec l'exploitant et l'entreprise de vidange spécialisée.

La Municipalité signale à la DGE les cas de construction ou de dysfonctionnement graves des installations et ordonne les mesures propres à remédier à ces déficiences.

Déversements interdits **Art. 38.-** Il est interdit d'introduire des déchets liquides ou solides, même broyés, dans les canalisations; ceux-ci seront éliminés conformément à la réglementation en vigueur. Sont notamment concernés:

- les déchets ménagers;
- les huiles et graisses;
- les médicaments;
- les litières d'animaux domestiques;
- les produits toxiques, infectieux, inflammables, explosifs ou radioactifs;
- le purin, jus de silo, fumier;
- les résidus solides de distillation (pulpes, noyaux);
- les produits dont les caractéristiques ou les quantités pourraient perturber le fonctionnement des canalisations (sables, lait de ciment, déchets solides d'abattoirs et de boucheries, etc.);
- les produits de vidange des dépotoirs, des fosses de décantation, des séparateurs de graisse et d'essence, etc.

Suppression des installations privées

Art. 39.- Lors du raccordement ultérieur d'un équipement privé à l'équipement public, les installations particulières d'épuration sont mises hors service dans un délai fixé par la Municipalité.

Ces travaux sont exécutés aux frais du propriétaire et ce dernier n'a droit à aucune indemnité.

Les installations de prétraitement doivent être maintenues.

VI. TAXES

Dispositions générales **Art. 40.-** Les propriétaires d'immeubles bâtis et raccordés aux installations collectives d'évacuation et d'épuration des eaux participent aux frais de construction et d'entretien desdites installations en s'acquittant:

- a) d'une **taxe unique de raccordement** aux réseaux d'évacuation des eaux usées et / ou claires (art. 41 et 43 ci-après);
- b) d'une **taxe annuelle d'utilisation** des collecteurs (art. 44);
- c) d'une **taxe annuelle d'épuration** (art. 45);
- d) d'une **taxe annuelle spéciale**, cas échéant (art. 46).

La perception de ces contributions est régie pour le surplus par une annexe qui fait partie intégrante du présent règlement.

*Taxe unique de
raccordement EU+EC*

Art. 41.- Pour tout bâtiment nouvellement raccordé directement ou indirectement aux collecteurs publics d'eaux usées et d'eaux claires, il est perçu conformément à l'annexe une taxe unique de raccordement.

Tous trop-pleins raccordés aux réseaux communaux sont assimilés à des raccordements et sont de ce fait assujettis à la taxe, quelle que soit l'installation particulière réalisée en amont (infiltration, fosse, etc.).

Cette taxe est exigible du propriétaire, sous forme d'acompte lors de l'octroi de l'autorisation de raccordement (art. 18 et 19, ci-dessus). La taxation définitive, acompte déduit, intervient dès le raccordement effectif.

*Taxe unique de
raccordement EU ou EC*

Art. 42.- Lorsqu'un bâtiment nécessite exclusivement d'être raccordé aux collecteurs publics d'eaux claires ou d'eaux usées, la taxe de raccordement prévue à l'article 41 et 43 est réduite aux conditions de l'annexe.

L'article 41, alinéas 2 et 3, est applicable.

*Réajustement de la
taxe unique de
raccordement EU + EC*

Art. 43.- En cas de transformation, d'agrandissement ou de reconstruction, après une démolition complète et volontaire d'un bâtiment déjà raccordé aux collecteurs publics d'eaux usées et/ou claires, la taxe unique de raccordement d'eaux usées et claires est réajustée aux conditions de l'annexe.

*Taxe annuelle
d'entretien des
collecteurs EU et/ou EC*

Art. 44.- Pour tout bâtiment raccordé directement ou indirectement aux collecteurs eaux usées et/ou eaux claires, il est perçu du propriétaire une taxe annuelle d'entretien aux conditions de l'annexe.

Pour un bâtiment alimenté totalement ou partiellement par des eaux de sources privées ou par récupération des eaux météoriques, ainsi que pour la piscine communale, la Municipalité estime le nombre de m³ à prendre en compte pour le calcul de la taxe, en fonction du type d'affectation.

*Taxe annuelle
d'épuration*

Art. 45.- Pour tout bâtiment dont les eaux usées aboutissent directement ou indirectement aux installations collectives d'épuration, il est perçu du propriétaire une taxe annuelle d'épuration aux conditions de l'annexe.

Pour un bâtiment alimenté totalement ou partiellement par des eaux de sources privées ou par récupération des eaux météoriques, ainsi que pour la piscine communale, la Municipalité estime le nombre de m³ à prendre en compte pour le calcul de la taxe, en fonction du type d'affectation.

Taxe annuelle spéciale

Art. 46.- En cas de pollution particulièrement importante des eaux usées, il est perçu une taxe annuelle spéciale auprès des intéressés. Elle est en particulier due par les exploitations dont la charge polluante en moyenne annuelle est supérieure à 100 EH en demande biochimique en oxygène (DBO), demande chimique en oxygène (DCO), phosphore ou matière en

suspension et par celles qui sont dans l'impossibilité de mettre en place un prétraitement adéquat (par exemple séparateurs à graisses pour les restaurants). La taxe annuelle spéciale est calculée en fonction du nombre d'équivalent-habitants.

Le montant de la taxe est fixé par la Municipalité en fonction des coûts d'épuration.

En principe, la charge polluante est déterminée par l'inventaire des eaux industrielles, sauf dans les cas spéciaux (hôtels, restaurants, écoles, etc.) où elle est calculée selon les directives du VSA. Les services communaux tiennent à jour cet inventaire et procèdent à des contrôles. Les expertises demandées par le propriétaire sont à sa charge.

Les propriétaires d'immeubles soumis à la taxe annuelle spéciale peuvent être autorisés par la Municipalité à installer à leur frais une station de mesure et d'analyse de la charge polluante des eaux rejetées à l'égout. Dans ce cas, la taxation est opérée en tenant compte des mesures relevées par la station; les services communaux procèdent au contrôle et au relevé de cette station.

Le montant total des taxes annuelles d'épuration (art. 45) et spéciales (art. 46) à payer par une exploitation industrielle ou artisanale ne peut être supérieur au coût effectif d'épuration de ses eaux usées.

Réajustement des taxes

Art. 47.- Les taxes uniques de raccordement et annuelles prévues aux art. 41 à 46 font cas échéant l'objet d'un réajustement aux conditions de l'annexe.

Bâtiments isolés - installations particulières

Art. 48.- Lors de la mise hors service d'installations particulières et lorsque aucune taxe de raccordement n'a été perçue, les contributions prévues dans le présent chapitre deviennent applicables au propriétaire.

Affectation - Comptabilité

Art. 49.- Le produit des taxes et émoluments de raccordement est affecté à la couverture des dépenses d'investissement du réseau des collecteurs communaux d'eaux usées et d'eaux claires.

Le produit des taxes annuelles d'entretien est affecté à la couverture des dépenses d'intérêts, d'amortissement et d'entretien du réseau d'eaux usées et d'eaux claires.

Le produit des taxes annuelles d'épuration et spéciales est affecté à la couverture des frais qui découlent de l'épuration.

Les recettes des taxes et émoluments prélevés au titre de l'évacuation et de l'épuration des eaux doivent figurer, dans la comptabilité communale, dans un décompte des recettes affectées.

Exigibilité des taxes

Art. 50.- Le propriétaire de l'immeuble au 1^{er} janvier de l'année en cours est responsable du paiement des taxes prévues aux articles 44 à 46 au moment où elles sont exigées. En cas de vente d'immeuble, ou de location (si celle-ci implique la prise en charge par le locataire de la location du ou des compteurs et la consommation d'eau et, par conséquent des taxes ci-dessus), le relevé peut être demandé à la commune et une facturation intermédiaire effectuée.

VII. DISPOSITIONS FINALES ET SANCTIONS*Exécution forcée*

Art. 51.- Lorsque des mesures ordonnées en application du présent règlement ne sont pas exécutées, la Municipalité peut y pourvoir d'office, aux frais du responsable, après avertissement.

Ces frais font l'objet d'un recouvrement auprès du responsable; la Municipalité fixe dans chaque cas le montant à percevoir et le communique au responsable, avec indication des voies de recours. La décision est susceptible de recours auprès du Tribunal Cantonal, Cour de droit administratif et public (CDAP), conformément à la Loi sur la procédure administrative.

La décision ou taxe devenue définitive vaut titre exécutoire au sens de l'article 80 de la Loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP).

Hypothèque légale

Art. 52.- Le paiement des taxes, ainsi que le recouvrement des frais de mesures exécutées d'office en application de l'article 51, sont garantis par une hypothèque légale privilégiée, conformément à l'article 74 de la loi sur la protection des eaux contre la pollution.

L'hypothèque légale d'un montant supérieur à Fr. 1'000.– est inscrite au registre foncier. La réquisition d'inscription doit être déposée dans un délai d'un an dès la première décision fixant le montant de la créance, ou dès l'échéance si celle-ci est postérieure. En cas de recours, l'hypothèque est inscrite provisoirement sur la base de la décision attaquée.

Recours

Art. 53.- Les décisions municipales sont susceptibles de recours:

- a) dans les trente jours, au Tribunal cantonal, cour de droit administratif et public, lorsqu'il s'agit de décisions prises en matière technique;
- b) dans les trente jours, à la Commission communale de recours en matière d'impôts lorsqu'il s'agit de taxes.

Infractions

Art. 54.- Toute infraction au présent règlement ou à une décision d'exécution est passible d'amende jusqu'à Fr. 500.– et Fr. 1'000.– en cas de récidive ou d'infraction continuée.

La poursuite et le recours s'exercent conformément à la Loi sur les contraventions.

Réserve d'autres mesures

En particulier, l'ensemble des frais liés au non-respect des conditions de déversement fixées aux articles 29 et 30 et relatif à l'exploitation et à l'entretien des installations communales ou intercommunales de collecte, d'évacuation et d'épuration des eaux usées sont à la charge des industries ou artisanats n'ayant pas respecté lesdites conditions.

Art. 57.- La Municipalité fixe la date d'entrée en vigueur du présent règlement après adoption par le Conseil communal et approbation par la Cheffe du Département de l'environnement et de la sécurité. L'art. 94, al. 2 de la loi sur les communes est réservé.

Au nom de la Municipalité

Le Syndic

La Secrétaire

D. Mosini

A. Guyomard



Au nom du Conseil communal

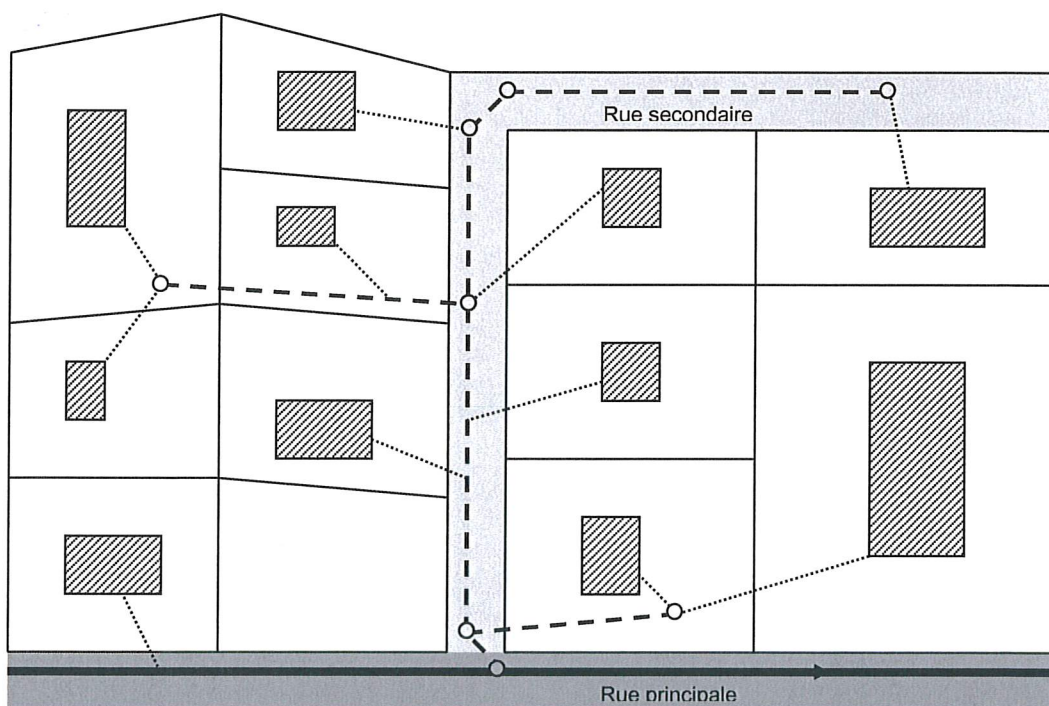
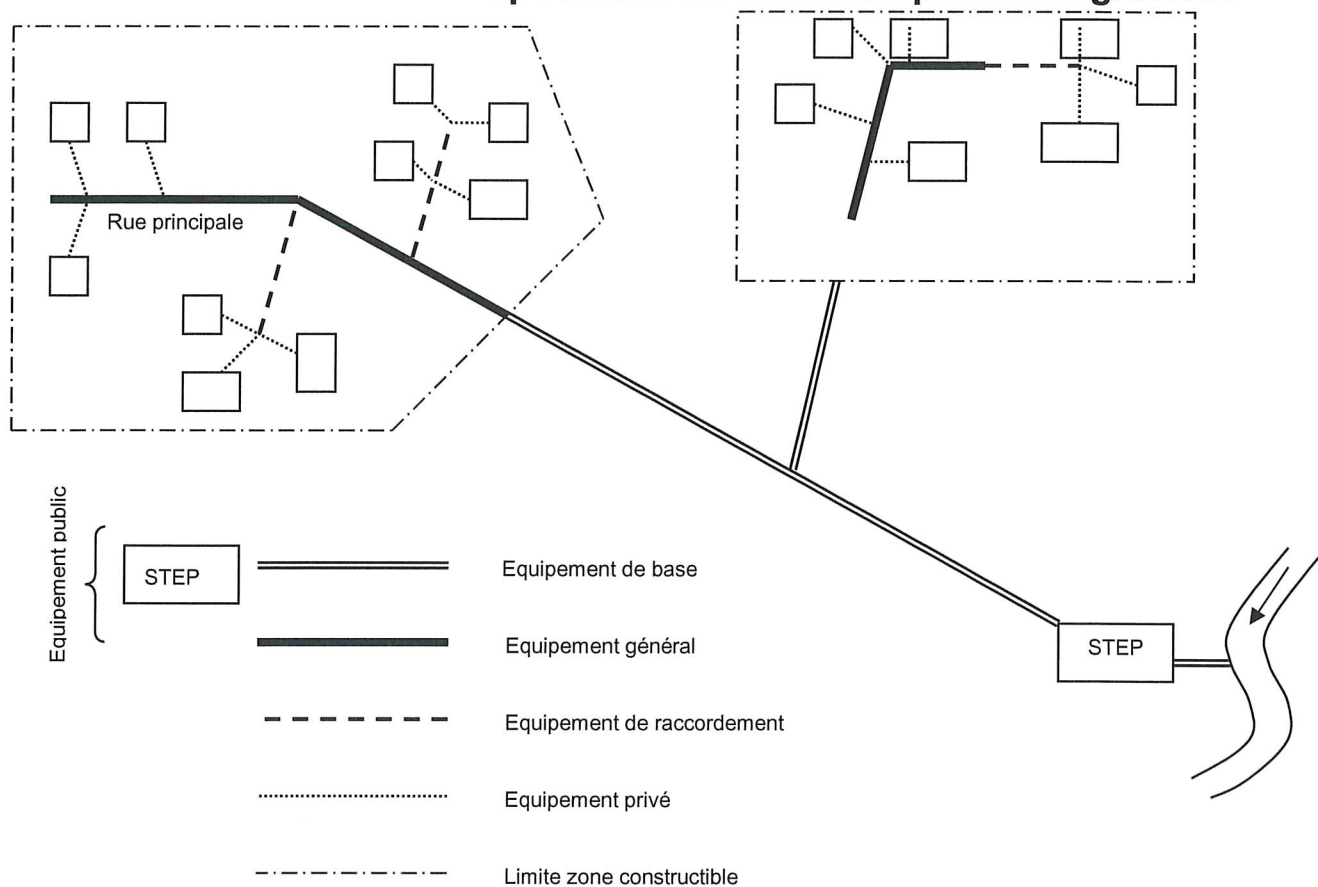
La Présidente La Secrétaire

S. Fuchs A. Devaux

le

DEFINITION DES EQUIPEMENTS

sous réserve des dispositions de l'art. 7 du présent règlement



COMMUNE DE SAINT-PREX

ANNEXE AU RÈGLEMENT SUR L'ÉVACUATION ET L'ÉPURATION DES EAUX

Il est perçu du propriétaire:

- **Taxe unique de raccordement eaux usées EU de Fr. 25.– au maximum** par m² de surface brute de plancher (SBP). La surface brute de plancher est déterminée dans chaque cas par la Municipalité selon la recommandation SIA n° 416, sous déduction des combles non habitables et de la part du sous-sol affectée à l'abri de protection civile. Aucune taxe unique de raccordement EU n'est perçue pour les serres, les hangars et les halles de stockage non chauffés, de plus de 10'000 m² de surface au sol et d'un seul tenant.
- **Taxe unique de raccordement eaux claires EC de Fr. 40.– au maximum** par m² de surface construite. Ces dispositions sont applicables aux surfaces industrielles, artisanales et commerciales. Pour les serres, les hangars et les halles de stockage non chauffés, de plus de 10'000 m² de surface au sol et d'un seul tenant, la taxe de raccordement est de **Fr. 10.– au maximum** par m² de surface construite. La taxation est effectuée pour chaque demande de construire. Les surfaces ne peuvent être cumulées avec celles des constructions existantes.
- **Taxe annuelle d'entretien des collecteurs EU de Fr. 1.50 au maximum** par m³ d'eau potable consommée, selon relevé du compteur. L'eau consommée, via le sous-compteur et n'aboutissant pas aux collecteurs ou installations collectives d'épuration, n'est pas prise en compte, ainsi que pour la vidange de la piscine communale. Pour un bâtiment alimenté totalement ou partiellement par des eaux de sources privées, la Municipalité estime le nombre de m³ à prendre en compte pour le calcul de la taxe, en fonction du type d'activité accompli dans le bâtiment.
- **Taxe annuelle d'entretien des collecteurs EC de Fr. 1.50 au maximum** par m² de surface construite au sol du bâtiment, telle qu'inscrite au Registre foncier.
- **Taxe annuelle d'épuration de Fr. 1.50 au maximum** par m³ d'eau potable consommée, selon le relevé du compteur. L'eau consommée, via le sous-compteur et n'aboutissant pas aux collecteurs ou installations collectives d'épuration, n'est pas prise en compte, ainsi que pour les m³ calculés de la vidange de la piscine communale. Pour un bâtiment alimenté totalement ou partiellement par des eaux de sources privées, la Municipalité estime le nombre de m³ à prendre en compte pour le calcul de la taxe, en fonction du type d'activité accompli dans le bâtiment.
- **Taxe annuelle spéciale de Fr. 40.– au maximum** par équivalent-habitant.

- Adopté par la Municipalité le 20 juillet 2020

Au nom de la Municipalité

Le Syndic  D. Mosini

La Secrétaire  A. Guyomard



Adopté par le Conseil communal le

Au nom du Conseil communal

La Présidente La Secrétaire

S. Fuchs A. Devaux

Approuvé par la Cheffe du département de l'environnement et de la sécurité

le

COMMUNE DE SAINT-PREX

TARIF AU RÈGLEMENT SUR L'ÉVACUATION ET L'ÉPURATION DES EAUX valable dès le

Il est perçu du propriétaire:

- **Taxe unique de raccordement eaux usées EU de Fr. 15.–** par m² de surface brute de plancher (SBP).
- **Taxe unique de raccordement eaux claires EC de Fr. 30.–** par m² de surface construite **ou de Fr. 8.–** par m² de surface construite pour les serres, les hangars et les halles de stockage non chauffés, de plus de 10'000 m² de surface au sol et d'un seul tenant.
- **Taxe annuelle d'entretien des collecteurs EU de Fr. 0.70** par m³ d'eau potable consommée, selon relevé du compteur.
- **Taxe annuelle d'entretien des collecteurs EC de Fr. 0.70** par m² de surface construite au sol du bâtiment, telle qu'inscrite au Registre foncier.
- **Taxe annuelle d'épuration de Fr. 0.70** par m³ d'eau potable consommée, selon le relevé du compteur.
- **Taxe annuelle spéciale** au maximum Fr. 30.– par équivalent-habitant.

Adopté par la Municipalité le, après que le règlement soit entré en force.

Au nom de la Municipalité

Le Syndic

La Secrétaire

D. Mosini

A. Guyomard